



## **Programme d'Appui à une Gouvernance Agricole Inclusive (PAGAI) Evaluation Externe à Mi-parcours**

### **Appel à Candidature Consultants (es) en Evaluation de Programme**

#### **1. Contexte et objectif de l'évaluation**

L'agriculture et la sécurité alimentaire constituent un des trois domaines prioritaires de la stratégie de coopération 2018-2021 en Haïti. Les interventions de la Suisse dans ce domaine contribueront à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des exploitations agricoles familiales à travers l'augmentation de la productivité, de la rentabilité de leurs systèmes de production, de commercialisation agricoles et aussi leur résilience face aux aléas naturels. La Suisse développe aussi des mécanismes pouvant contribuer à l'amélioration de la gouvernance participative du secteur agricole.

Depuis Août 2018, l'ambassade de Suisse en Haïti appuie la mise en œuvre du programme PAGAI implémenté par un Consortium composé de Helvetas Swiss Intercooperation (HSI), Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), le Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural (GRAMIR) en Haïti en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR). L'objectif principal visé par ce programme est de « promouvoir la participation des femmes et des hommes des exploitations agricoles dans la gouvernance du secteur agricole au niveau local et de contribuer à l'amélioration de la performance et la rentabilité économiques de leurs exploitations ». De manière spécifique, le programme PAGAI accompagne plus de 10'000 producteurs agricoles dans les quatre communes d'intervention dont Les Anglais et Chardonnières dans le département du Sud et Roseaux et Beaumont dans la Grand 'Anse en renforçant leurs capacités d'organisation et de gouvernance interne, de réseautage, de plaidoyer face aux décideurs politiques et économiques et de développement d'innovations agricoles.

Le programme PAGAI est conçu pour être exécuté en trois phases (2018-2030). Cependant, cette évaluation mi-parcours concerne la première phase du programme (2018 – 2022) et devra permettre d'évaluer les résultats déjà obtenus et son impact sur les femmes et les hommes des exploitations agricoles et sur la gouvernance du secteur agricole.

L'évaluation à mi-parcours vise à fournir au mandant et à toutes les parties prenantes du programme, une analyse systémique sur la gestion, le suivi, la planification initiale, la mise en œuvre et les résultats atteints pendant la période couverte par l'évaluation. Elle devra également alimenter les réflexions devant conduire à des adaptations appropriées tenant compte des nouvelles réalités de la pandémie Covid-19, de la situation sécuritaire et du désengagement progressif de la Coopération Suisse en Haïti en 2024.

#### **2. Mandat et tâches des consultants (es)**

Le mandat des consultants (es) consiste à conduire l'évaluation à mi-parcours ayant pour objectifs de/d' :

- ✓ Apprécier la stratégie et les approches de mise en œuvre du programme, les résultats obtenus sur le plan quantitatif et qualitatif et la durabilité des dynamiques de changements initiés;
- ✓ Apprécier l'ancrage institutionnel du programme et d'analyser les différents types de partenariats développés entre le programme et les partenaires/acteurs;
- ✓ Mesurer et évaluer les changements observés par rapport aux résultats clés attendus et d'analyser la contribution du programme à l'atteinte des objectifs du Domaine « Agriculture et Sécurité Alimentaire » de la stratégie de coopération Suisse en Haïti ;
- ✓ Évaluer les synergies/complémentarités développées avec les autres programmes du portefeuille global de la Suisse spécifiquement PAGODE (Programme d'Appui pour une

Gouvernance Décentralisée en Haïti), PAPA2, RISK (Programme de Réduction des Risques de Catastrophes naturelles) et PROFISUD ;

- ✓ Analyser la cohérence du programme avec les politiques nationales en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire en Haïti, la promotion de l'innovation et l'amélioration des services agricoles essentiels en partenariat avec le secteur privé ;
- ✓ Apprécier la perception des acteurs par rapport aux résultats visés par le programme tenant compte des enjeux et défis de l'approche priorisée et les résultats déjà atteints ;
- ✓ Identifier les *effets* directs et indirects du programme déjà atteints au niveau local, régional (départemental) et national et les mécanismes établis pour assurer leur durabilité ;
- ✓ Analyser le mécanisme de choix des organisations paysannes en matière de leurs capacités à porter les services économiques de proximité dans le but de garantir la durabilité de leur renforcement ;
- ✓ Apprécier la satisfaction des « bénéficiaires » du programme ;
- ✓ Produire des recommandations concernant une éventuelle réorientation du programme et d'en proposer d'éventuels ajustements dans la stratégie et les approches tenant compte du contexte socio-politique et du phasing out de la coopération Suisse en 2024 ;
- ✓ Analyser la prise en compte du Genre et de l'équité sociale.

### **3. Durée des prestations**

L'évaluation aura lieu entre le 1<sup>er</sup> et le 30 avril 2021.

### **4. Profil des consultants (es)**

L'équipe d'évaluation externe sera constituée d'experts (es) haïtiens/haïtiennes ou d'experts (es) résidant en Haïti (dont au moins une femme), à savoir un(e) expert(e) indépendant(e) avec un profil « Agriculture et sécurité alimentaire » et des connaissances du milieu institutionnel et un/une expert (e) avec un profil en sciences agro-économiques ou autre domaine équivalent et des connaissances en financement agricole et crédit rural.

Durant la mission sur le terrain, les consultants (es) seront accompagné.e.s par un(e) représentant(e) du Consortium, de manière à promouvoir l'échange d'expériences au-delà de l'évaluation elle-même.

Les profils des experts (es) ou de la firme de consultation devraient être complémentaires et réunir les compétences suivantes :

- Connaissances et compréhension des différentes approches d'évaluation ;
- Solides compétences analytiques et rédactionnelles en français, capacité à synthétiser et à rédiger et présenter de façon intelligible pour différents publics ;
- Bonne compétence en matière de communication et de relations sociales et personnelles ;
- Connaissance des enjeux de la gouvernance décentralisée ;
- Compréhension des enjeux/défis de la sécurité alimentaire dans des contextes fragiles ;
- Connaissance de la problématique des exploitations agricoles familiales des pays en développement ;
- Bonne connaissance du secteur agricole haïtien et des acteurs institutionnels concernés ainsi que les filières agricoles porteuses dudit secteur ;
- Bonne connaissance du milieu rural haïtien particulièrement l'économie paysanne haïtienne ;
- Bonne connaissance des mécanismes et outils les plus utilisés dans le crédit rural en Haïti ;
- Bonne connaissance en approche participative, gestion communautaire et gouvernance interne d'organisations paysannes ;
- Connaissances des politiques publiques et des acteurs nationaux clés (publics et non publics)
- Avoir d'excellentes aptitudes dans l'analyse et la synthèse d'informations provenant de multiples sources de données ;
- Avoir une bonne connaissance de l'approche développement équilibré femmes - hommes, « empowerment » ;
- Avoir une excellente capacité de rédaction et une bonne capacité de présentation des documents ;
- Avoir des aptitudes à communiquer, à conduire des réunions et à animer des ateliers et séminaires.

### **5. Composition des dossiers de candidature**

Les dossiers de candidature devront obligatoirement comprendre :

- Curriculum Vitae détaillé (CV), rédigé en français, incluant une adresse électronique et un numéro de téléphone fonctionnel ;
- Copie de diplômes et certificats pertinents ;
- Copie du passeport ou de la carte d'identification nationale ;
- Copie du matricule fiscal pour l'exercice en cours ;
- Références institutionnelles ;
- Proposition de méthodologie ;
- Chronogramme ;
- Correspondance indiquant la disponibilité immédiate des consultants (es).

## 6. Dépôt des dossiers de candidature

- Manifestation d'intérêt du consultant pour recevoir le dossier complet des Termes de Référence (TdRs) par courrier électronique à l'adresse suivante : [marie.lexidort@eda.admin.ch](mailto:marie.lexidort@eda.admin.ch)
- Transmission des offres techniques et financières à l'Ambassade par courrier électronique au plus tard le 22 Mars 2021 jusqu'à 20:00 (Heure locale d'Haïti) à l'adresse suivante : [marie.lexidort@eda.admin.ch](mailto:marie.lexidort@eda.admin.ch)
- Confirmation de la décision : 26 Mars 2021

## 7. Informations pour transmission des offres

Les offres doivent être transmises par email : (Objet : Evaluation Externe du Programme d'Appui à une Gouvernance Agricole Inclusive (PAGAI) à [marie.lexidort@eda.admin.ch](mailto:marie.lexidort@eda.admin.ch))

L'offre doit comprendre :

- a) Une offre technique ne dépassant pas 10 pages
  - Compréhension du mandat ;
  - Approche et méthodologie proposée ;
  - Calendrier prévisionnel ;
  - Présentation de preuve d'expériences dans l'exécution de mandats similaires y compris les CV des consultant.e.s.
- b) Une offre financière (USD) ne dépassant pas une page.